

LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000



TROIS-RIVIÈRES, 7 JUIN 1999



*L'UQTR,
pour devenir
chef de file*



<http://www.uqtr.quebec.ca> ou (819) 376-5011



*L'Université
qui se distingue*



Université du Québec à Trois-Rivières

LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000



Martin Francoeur

Il en fallait un. Il fallait au moins un cahier dans cette série qui puisse rassembler des textes portant sur des sujets qui n'entraient pas, spontanément, dans l'un ou l'autre des cahiers thématiques. Quoi de mieux que le thème de la société pour réunir, entre ces deux couvertures, des textes portant sur des sujets aussi différents que la mode et l'immigration...

La diversité est donc la principale caractéristique de ce cahier. Et c'est précisément ce qui, osons-nous croire humblement, lui confère un intérêt tout particulier. Il est un peu à l'image de cette société dans laquelle on vit.

Aussi s'est-on aperçu que des sujets d'importance méritaient d'être abordés. Des sujets qui, en bout de ligne, sont de fascinantes caractéristiques de notre société. Le thème est suffisamment large pour que plusieurs sujets finissent par y converger. Les défis qui attendent l'Église, les enjeux importants en matière environnementale, les grandes tendances de la mode et de l'apparence, la place des communautés culturelles dans un contexte régional et l'avenir du syndicalisme sont autant de sujets qui touchent, d'une façon ou d'une autre, une importante partie de la population, sinon notre société dans son ensemble.

Un fourre-tout, diront donc certains pour décrire ce cahier.

J'aime plutôt penser qu'il s'agit d'une occasion peu banale de faire le point sur la société dans laquelle on vit, d'entrouvrir la porte sur certains des défis qui l'attendent, et de percer certains mythes qui sont en train de devenir d'incontournables passerelles pour entrer dans le nouveau millénaire.

Bonne lecture!



PRÉSIDENT ET ÉDITEUR:
JEAN SISTO

RÉDACTEUR EN CHEF:
ANDRÉ POITRAS

COORDINATION
ET RÉALISATION:
ALAIN TURCOTTE

TEXTES:
MARTIN FRANCOEUR

MISE EN PAGE:
CLAUDE DESSUREAULT
NORMAND AUBRY

PHOTOGRAPHES:
PATRICK BEAUCHAMP
ALAIN BÉDARD
STÉPHANE CÔTÉ
MARIE DUHAIME
CLAUDE GILL
SYLVAIN MAYER

CARICATURISTE:
JEAN ISABELLE

IMPRESSION:
T.R. OFFSET

LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000





VIVRE SUR trois siècles

Ils sont rares ceux et celles qui auront le privilège, au 1er janvier prochain, d'entrer dans un troisième siècle. Bien sûr, il faut ici faire abstraction des débats qui font varier la date de début du prochain siècle et du prochain millénaire. Peu importe, dans sept mois, si le bon Dieu veut bien le garder vivant, comme il aime le dire, Émilien Lachance aura vécu dans les années 1800, les années 1900 et les années 2000.

À cent quatre ans, M. Lachance profite encore de chaque nouvelle journée qu'il voit se lever. Et il est dans une forme qui pourrait faire rougir d'envie bien des jeunes sexagénaires, septuagénaires, octogénaires et nonagénaires...

Né le 19 mars 1895, en pleine fête de saint Joseph, Émilien Lachance avoue n'avoir jamais pensé se rendre jusqu'à l'âge vénérable qu'il a atteint. «Il faut croire que saint Joseph a bien soin de moi», lance-t-il en riant. «Voir trois siècles, c'est rare. J'aimerais ça me rendre jusque là, mais j'y vais au jour le jour. Si le bon Dieu veut venir me chercher, je pourrai pas rien faire contre ça», complète-t-il.

La voix franche, l'oeil rieur et le corps solide malgré les nombreuses années qu'il a traversées, M. Lachance parle de l'an 2000 sans trop s'inquiéter. «Pourvu qu'on continue à recevoir nos pensions de vieillesse», blague-t-il. Le doyen de la résidence La Belle époque, qui est peut-être aussi le doyen de la région métropolitaine de Trois-Rivières, a travaillé pour le Canadien National pendant plusieurs années. Aujourd'hui, lorsqu'il regarde en arrière, il n'éprouve aucun regret. Et il affirme qu'«en cent ans, il s'en passe des affaires!»

Évidemment, M. Lachance a vu passer les deux guerres. Il se souvient même de la journée, un mercredi, où il a été appelé à Québec pour le classement militaire, lors de la Première Guerre mondiale. Il se souvient aussi de son séjour à Saint-Jean, puis de son retour à Saint-Casimir, d'où il est originaire et où il a toujours demeuré avant de déménager dans l'agglomération trifluvienne.

À vingt-cinq ans, il s'est marié. De cette union sont nés six enfants, trois garçons et trois filles, qui sont toujours vivants aujourd'hui. L'aîné a soixante-seize ans, alors que la cadette en a soixante-six. C'est d'ailleurs un de ses fils, Gaston, qui a hérité de la dernière voiture de M. Lachance, une Hyundai Pony qu'il a conduite jusqu'en janvier 1998. «C'était devenu trop difficile, l'hiver, dans la neige», fait-il remarquer.

Parce qu'il a vu le jour il y a environ 37 700 jours, M. Lachance est un témoin privilégié de l'évolution de notre société. Une évolution qui s'est faite et qui se fait encore à un rythme qu'il dit difficile à suivre. «Ça a bien changé. La religion, par exemple. Dans mon temps, tout le monde allait

à la grand-messe, où on avait droit à des sermons qui pouvaient durer jusqu'à une demi-heure. Aujourd'hui, en une demi-



heure, la messe a le temps de finir», constate le Ouestrifluvien.

Au-delà des grands changements sociaux dont il a pu être témoin, M. Lachance remarque aussi que le climat a changé. «Les tempêtes de neige, dans mon temps, c'était pas mal plus gros que ce qu'on voit aujourd'hui. Trois ou quatre pieds de neige, c'était pas rare», rappelle-t-il.

Histoire de passer le temps de façon encore plus agréable, M. Lachance a une fidèle compagne, Mme Corida Sauvageau, qui habite aussi à la résidence La Belle époque. Ils se connaissent depuis près d'un quart de siècle, mais chacun a sa propre chambre. Le soir, avant d'aller au lit, notre plus que centenaire se fait un devoir d'aller dire bonne nuit à sa compagne.

Émilien Lachance n'ose même pas penser au fait que chaque fois qu'il va au lit, c'est peut-être pour son dernier sommeil. Il a transcendé plusieurs lois de la nature, défié les statistiques sur l'espérance de vie et avec le moral qu'il affiche encore, il y a fort à parier qu'il dira bonne nuit à sa compagne encore longtemps.

Assez longtemps, souhaite-t-il, pour voir arriver l'an deux mille auprès d'elle et auprès de ses proches.



**JEAN FORTIN
& ASSOCIÉS
SYNDICS INC.**

PROBLÈMES FINANCIERS?

**JOINDRE LES DEUX BOUTS,
C'EST POSSIBLE!**

La faillite n'est pas toujours
la solution...

**CONTACTEZ
NOS EXPERTS**


(819) 370-2020

CONSULTATION GRATUITE

TROIS-RIVIÈRES

3910, boul. des Forges
Bureau 202

SHAWINIGAN • CAP-DE-LA-MADELEINE



L'eau: source d'inquiétude ou mer de possibilités?

Aux portes du prochain millénaire, les enjeux environnementaux sont nombreux. On parle de développement durable, de biodiversité, de protection des espèces, de la responsabilisation des entreprises polluantes, de normes de plus en plus strictes, de zonage adéquat. On s'inquiète des bouleversements atmosphériques, des accidents écologiques, de la qualité de l'air ou de la déforestation. On parle beaucoup de nature, de terre, de faune et de flore. Mais qu'en est-il de l'eau?

Le Québec, c'est connu, jouit d'une situation hydrographique particulière, qui en fait un des endroits privilégiés en ce qui a trait à l'approvisionnement en eau douce. On retrouve ici 3 pour cent des réserves mondiales renouvelables en eau douce, ce qui est loin d'être négligeable. Avec ses quelque 500 000 lacs, ses rivières puissantes et son fleuve encore majestueux, le Québec doit se pencher sérieusement sur la façon dont il veut bien gérer l'utilisation de l'eau sur son territoire.

Certes, il aurait été tout aussi intéressant d'aborder certaines grandes questions comme l'hydro-électricité, la pollution industrielle ou la contamination des nappes phréatiques, mais c'est à la consommation de l'eau que l'on se doit, à l'aube du vingt et unième siècle, de porter une attention toute particulière.

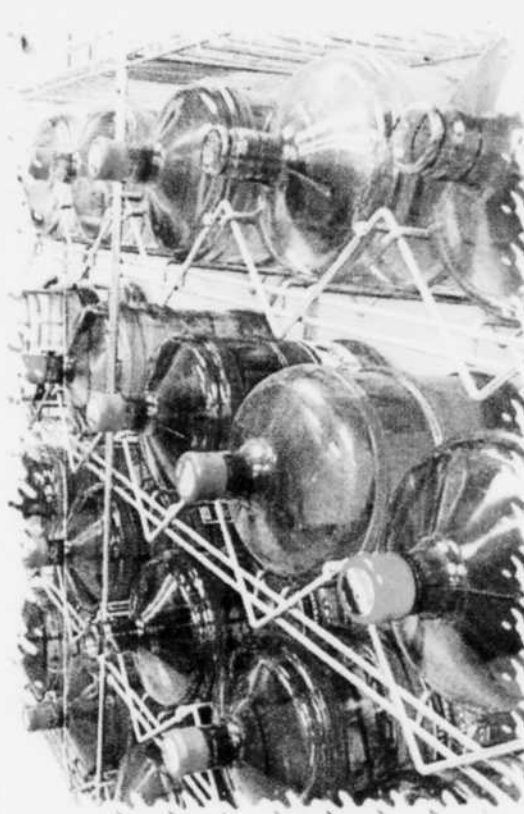
L'eau est considérée comme une ressource renouvelable, mais les conditions de renouvellement préoccupent de plus en plus les gouvernements, les intervenants environnementaux et la population en général. Entre 1972 et 1991, le rythme des prélèvements d'eau a doublé, passant de 24 à 45 milliards de mètres cubes par année. La production de thermoélectricité, l'industrie manufacturière, l'agriculture et les utilisations municipales constituent les principaux agents de prélèvement.

Si certains estiment que les eaux superficielles et souterraines sont de plus en plus polluées, et que cela altère considérablement l'approvisionnement en eau propre et facilement accessible, d'autres se font un peu plus optimistes en jugeant

acceptable et somme toute assez bon l'état général de nos eaux de surface et de nos eaux souterraines.

Le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, est de ceux-là. Mais en initiant une consultation publique qui doit mener à l'élaboration d'une politique de l'eau, il s'est positionné, au nom de son gouvernement, en faveur de la prévention et de la gestion adéquate des ressources. Dans un préambule au document de consultation servant de base aux audiences que doit mener le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) afin d'en arriver à l'élaboration d'une politique de l'eau, le ministre estime qu'il est «primordial de s'intéresser non seulement à la protection et à la conservation de l'eau, mais également de favoriser de manière dynamique sa mise en valeur».

Dans les régions habitées du Québec, les réserves renouvelables en eau sont évaluées à environ 200 kilomètres cubes. L'eau souterraine extraite à 0,2 pour cent de cette réserve et elle est utilisée à 54 pour cent à des fins de consommation humaine, à 39 pour cent pour l'agriculture ou la production d'aliments, et à 7 pour cent pour différents usages industriels. Quant au prélèvement d'eau de surface, il ne représente que 0,5 pour cent du volume brut annuel d'eau disponible.





Les municipalités en prélèvent 49 pour cent, le secteur manufacturier 46 pour cent, et le secteur des mines et de l'agriculture 5 pour cent.

En ce qui a trait aux prélèvements effectués par les municipalités dans le fleuve, les cours d'eau et les lacs, ils fournissent de l'eau potable à 5,5 millions de Québécois. En fait, 45 pour cent de la population est alimentée par l'eau du Saint-Laurent, 35 pour cent par les lacs et les rivières, et 20 pour cent par les réserves d'eau souterraine.

C'est donc la consommation d'eau potable qui se retrouve, plus que jamais, au cœur des débats sociaux. Au cœur de ces discussions: la diminution de la consommation de l'eau, afin de protéger la ressource et d'en assurer sa pérennité. Et ce sont en grande partie les municipalités qui sont ici visées.

Selon des spécialistes, le problème des infrastructures municipales d'eau et d'égouts ira en s'aggravant au Canada. Des investissements massifs sont nécessaires et même si, déjà, plusieurs municipalités bénéficient de subventions pour l'assainissement des eaux, il reste encore beaucoup de chemin à faire. Quoi qu'il en soit, la conservation de l'eau demeure le moyen idéal de limiter le plus possible l'expansion des infrastructures.

Pour convaincre les citoyens de la nécessité de consommer moins d'eau, plusieurs municipalités privilégient l'installation de compteurs d'eau résidentiels. Dans certains cas, la consommation d'eau diminuait de 10 à 20 pour cent.

En 1994, environ 52 pour cent de la population urbaine du Canada habitait dans des résidences munies de tels compteurs. Pourtant, selon Environnement Canada, près des deux tiers de la population canadienne paient l'eau à des tarifs qui n'incitent pas à sa conservation. Une étude sur les structures tarifaires menée en 1994 révèle que 43 pour cent de la population est assujettie à une structure de taux fixe, c'est-à-dire qui ne tient pas compte du volume consommé.

Évidemment, le principe de l'utilisateur-payeur appliqué à la consommation domestique doit s'accompagner, disent les spécialistes, d'un programme d'éducation et de sensibilisation adéquat. Il est là, le défi.

Il serait possible, sans trop d'efforts croit-on, de réduire la consommation domestique de 40 pour cent. Déjà, certaines municipalités sont engagées dans des programmes de gestion de la demande en eau potable, plutôt que de chercher, souvent à des coûts exorbitants, de nouvelles sources d'approvisionnement.



Que ce soit par l'installation de compteurs d'eau, de systèmes de recyclage, de réutilisation des eaux usées ou de dispositifs de limitation du débit, les initiatives dites structurelles permettent de réduire la consommation avec un certain succès. À cela s'ajoutent des interventions opérationnelles, comme la restriction de la consommation ou le colmatage des fuites, des interventions économiques, comme les structures tarifaires, et des interventions sociopolitiques, comme l'éducation du public ou les mesures réglementaires. Ce ne sont pas les idées, ni les moyens qui manquent, si bien qu'un système efficace de réduction de la consommation est en train d'être mis en place un peu partout.

Le but est clair. En réduisant les prélèvements d'eau dans nos lacs et cours d'eau, et en réduisant aussi le volume d'eaux usées à traiter, on préserve de façon plus efficace les sources d'eau potable, ce qui inévitablement favorisera l'équilibre écologique des écosystèmes aquatiques vulnérables.

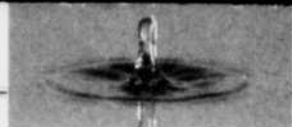
Parallèlement à ces enjeux de gestion prudente et responsable, le gouvernement du Québec considère que l'eau constitue un des actifs



priviliés pour aider à raffermir sa position socio-économique. Et récemment, la porte s'est ouverte sur un des plus beaux débats auxquels l'eau a donné naissance, celui de l'exportation.

Plus précisément, c'est l'eau embouteillée qui a déclenché les réflexions les plus passionnées. Au Québec, l'eau embouteillée est une industrie florissante, qui rapporte beaucoup. Devant le potentiel que représente la commercialisation et l'exportation de l'eau, certains ont même désigné cette richesse comme étant l'«or bleu» du Québec.

Le marché de l'eau pourrait devenir un enjeu économique majeur. Déjà, dans les années 80, on envisageait d'exporter massivement de l'eau à l'aide de bateaux-citernes, un peu à la manière des navires pétroliers. Il y a deux ans, le sujet a été ramené au cœur de l'actualité par les propositions d'un comité à la tête duquel se trouvait Jean Coutu, le propriétaire de la chaîne de



pharmacies du même nom. La formation de ce comité découlait du sommet économique de 1996 et sa mission était de trouver des nouvelles avenues pour la création d'emplois et le développement économique.

À ceux qui avancent que les prélèvements effectués par les embouteilleurs sont sauvages et qu'ils altèrent les réserves en eau, différents intervenants de cette industrie rappellent que le marché mondial de l'eau embouteillée équivaut au débit d'aqueduc de la ville de Laval. Mieux encore, la totalité de l'eau actuellement exportée par les embouteilleurs du Québec équivaut à la consommation d'un village de 500 habitants.

Des spécialistes d'Environnement Canada ont pourtant fait remarquer, récemment, que c'est à tort que l'on considère que l'abondance d'eau douce est acquise. Les fluctuations importantes des niveaux d'eau des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, de même que l'incertitude quant aux impacts de futurs changements climatiques, tendent à démontrer que l'ensemble du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent devrait être mis à l'abri de projets d'exportation d'eau.

Les changements climatiques appréhendés sont à l'origine de ce holà qu'on semble vouloir mettre aux projets d'exportation d'eau. L'évaporation naturelle plus abondante, les besoins pour l'irrigation en cas de sécheresse, la hausse de la consommation résidentielle ne sont que quelques-uns des facteurs avancés par les spécialistes pour justifier une intervention visant à s'assurer de l'intégrité des bassins d'eau douce.

Un consensus social semble peu à peu se révéler par les sondages et les consultations publiques. Monsieur et madame Tout-le-monde, de même que les représentants de divers groupes de pression, s'opposent à l'exportation d'eau et

à l'idée même de commercialisation de cette ressource, qualifiée de patrimoniale et collective.

Pendant que le Québec attend les conclusions des audiences publiques et le dépôt de sa politique de l'eau, les gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont adopté une loi leur permettant d'interdire toute exportation massive de leurs eaux brutes. L'initiative risque de s'étendre à plusieurs autres provinces canadiennes, puisque Ottawa a demandé aux provinces d'adopter des moratoires afin d'interdire toute forme d'exportation d'eau en vrac.

Le fédéral avait même annoncé son intention d'adopter une loi lui permettant d'interdire les prélèvements massifs d'eau de surface ou souterraines à des fins d'exportation, ainsi que les dérivations de cours d'eau et les excès d'utilisation d'eaux souterraines en bordure des frontières.

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un sujet qui débordera sur les premières années du millénaire qui se pointe. Aurait-on osé envisager, un jour, que l'eau, le produit le plus banal qui soit, la ressource qui n'a pas de valeur en soi, devienne un des enjeux majeurs sur le plan socio-économique? Aurait-on pu prédire que certains voient en cet «or bleu» une opportunité commerciale attrayante? Ce n'est pas

demain que partiront les premiers navires chargés d'eau québécoise en direction de pays moins favorisés. Mais le seul fait d'en avoir soulevé la possibilité a donné naissance à un débat des plus passionnés.



C'EST MOI QUI DÉCIDE
À QUI JE FAIS CONFIANCE.

GAGE DE CONFIANCE
POUR UN NOUVEAU MILLÉNAIRE.

Bernier
Crépeau

3100, BOULEVARD ST-JEAN
TROIS-RIVIÈRES-OUEST
(819) 377-3077



CHRYSLER

Dodge
Jeep



Véhicules
d'occasion
Certifiés

Le monde syndical devra s'adapter à La mondialisation

Le rôle que joue le mouvement syndical dans une société n'a pas beaucoup changé depuis que les premiers regroupements de travailleurs ont vu le jour. Traditionnellement, les relations qu'ont entre eux les employeurs, les travailleurs et l'État ont toujours servi une fonction économique qui consiste à distribuer adéquatement les fruits de la croissance. Mais le monde du travail évolue constamment. Et en cette fin de siècle, alors que plusieurs se questionnent sur l'avenir du syndicalisme, les inter-venants de ce milieu voient surgir un des défis les plus importants: celui de savoir s'adapter à la mondialisation tout en demeurant les protecteurs contre l'arbitraire patronal.



compétition des travailleurs et travailleuses de pays plus riches avec ceux des pays plus pauvres, qui n'en sont pas au même niveau. Ça peut vouloir dire, pour nous ici, un problème de chômage important et, donc, un phénomène d'exclusion sociale », explique Mme Liette Moreau, présidente du Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges (CEQ). Et selon elle, il est là, le plus grand défi. « À partir du moment où on développe l'exclusion sociale, le citoyen est de moins en moins quelqu'un qui a du pouvoir sur l'organisation de la vie sociale autour de lui. On risque alors de faire reculer la démocratie », prévient-elle.

La question de l'exclusion a d'ailleurs toujours été au centre des préoccupations syndicales. Depuis toujours, c'est le fait d'avoir un emploi stable qui confère à l'individu un pouvoir de consommation et, dans nos sociétés capitalistes, un certain statut social.

Pour Michel Angers, président du conseil central du Coeur-du-Québec pour la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la priorité des intervenants syndicaux devrait donc toujours être l'emploi. « On a longtemps parlé d'une société de loisir, en entrevoyant le fait que le temps consacré au travail diminue et le temps de loisir augmente. Mais on s'aperçoit qu'on est encore assez loin de ça. Aujourd'hui et pour les prochaines années, le travail va demeurer le meilleur accomplissement qu'une personne pourra avoir dans son cheminement personnel. Les gens vont se réaliser, s'accomplir à travers le travail. On peut donc dire que les personnes qui, dans notre société, n'ont pas d'emploi, sont beaucoup plus marginalisées », croit-il.

L'intégration économique de plus en plus grande entre les pays du monde, facilitée par l'expansion rapide des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux, préoccupe les grandes centrales syndicales. Si la mondialisation est perçue de façon assez neutre, c'est sur ses effets pernicieux que s'interrogent de plus en plus les défenseurs de la redistribution équitable des profits. On se questionne sur la façon dont les entreprises ont pris le virage de la rentabilité maximale pour soutenir la concurrence, écorchant au passage les principes de la syndicalisation.



Mme Liette Moreau, présidente du Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges (CEQ).

« Dans le monde du travail, on a de plus en plus affaire à des entreprises qui s'étendent à la grandeur de la planète. Le problème, c'est qu'à l'échelle de la planète, on a des sociétés qui ne sont pas rendues au même point que d'autres. On met en



M. Michel Angers, président du conseil central du Coeur-du-Québec pour la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

À l'époque où les centrales syndicales pouvaient compter sur plusieurs importantes unités, leur position était probablement plus stable et leurs interventions s'en trouvaient souvent facilitées. Aujourd'hui, avec le déclin du secteur manufacturier, la rationalisation, le glissement vers une économie axée sur le secteur des services et les petites entreprises, l'émergence du travail autonome et des heures réduites, l'éclatement des lieux de travail et

nous. C'est lorsque les jeunes vont envahir le mouvement syndical que celui-ci va pouvoir prendre une nouvelle couleur. Et ça, ça commence à se faire», remarque celle qui a vu le tiers de ses membres - des enseignantes et enseignants - partir à la retraite en 1997.

Réinventer la solidarité et trouver de nouvelles façons de faire sont essentielles, selon elle, au maintien d'un des rôles essentiels du mouvement syndical. «La force du mouvement syndical n'est pas dans la représentation, mais bien dans la solidarité. On a beau parler fort et être bien écoutés, bien reconnus, il reste que quand on demande quelque chose au nom de notre monde, si notre monde n'est pas derrière nous, on n'ira pas loin», insiste-t-elle.

précarisation globale de l'emploi, le syndicalisme tente de modifier son rôle pour s'adapter adéquatement à autant de nouvelles réalités.

Les syndicats jouissent en effet d'un statut qui leur vaut une oreille assez attentive de la part des gouvernements, et les dirigeants syndicaux sont conscients que la baisse du nombre de membres signifierait l'affaiblissement de leur influence. Les grandes centrales syndicales sont de tous les débats, c'est connu. Elles sont devenues un moyen pour les travailleurs, même non syndiqués, de se faire entendre. «Si le mouvement syndical perd de son influence, surtout dans un contexte de mondialisation, on perd l'équilibre traditionnel entre le pouvoir financier et les mouvements sociaux», estime Liette Moreau.

Pour aider les syndicats à voir plus clair dans tout cela et pour lui permettre d'intervenir efficacement, il faudra, disent à l'unisson les intervenants rencontrés, procéder enfin à une réforme en profondeur du Code du travail, notamment pour faciliter le droit et l'accès à la syndicalisation. «Le code du travail, dans l'état où il est présentement, est un obstacle à la syndicalisation, alors qu'il devrait être tout sauf ça. Le code du travail de l'an 2000 devrait en être un qui rend la syndicalisation accessible et rapide, notamment pour les travailleurs du secteur des services ou les travailleurs autonomes. Ces gens-là ont aussi le besoin de se regrouper et ont le droit de réclamer les services auxquels ils ont droit», explique Michel Angers.

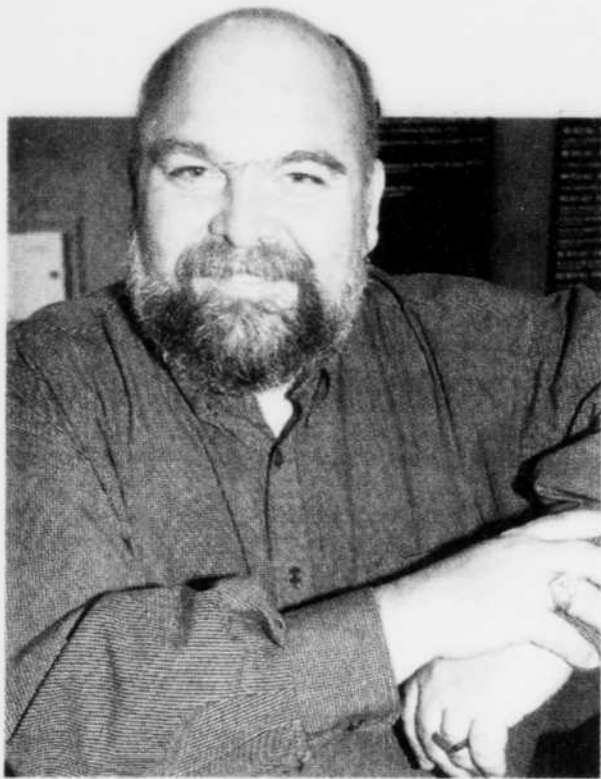
À partir du moment où il pourra plus facilement rejoindre un plus grand nombre de personnes, le monde syndical sera en mesure d'optimiser son intervention. «Le mouvement syndical doit rester proche de son monde, à l'écoute de son monde, tenter de développer de nouveaux services, de nouvelles approches. À la FTQ, on a mis en place un réseau formé de militants syndicaux qui ont une sensibilité particulière aux problèmes personnels comme l'endettement, l'alcoolisme, la toxicomanie, les problèmes familiaux, la santé mentale», exemplifie Michel Dupont, président régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). Selon lui, il est essentiel de ramener l'entraide au quotidien, à ce qu'était le mouvement syndical à ses débuts. «Je pense que le mouvement syndical va devoir élargir ses horizons et développer de nouvelles choses comme cette formule des délégués sociaux. Il faut trouver de nouvelles approches qui vont avoir comme effet de rapprocher les membres de la structure», croit-il.



«Le travail va demeurer le meilleur accomplissement qu'une personne pourra avoir dans son cheminement personnel.»

Pour Liette Moreau, il est impératif de réinventer les formes de solidarité, de travailler avec les gens. «Parce que la relève n'a pas les mêmes références que

L'heure est à la concertation, à la décentralisation, aux partenariats. Et de façon générale, les syndicats ont accepté d'embarquer dans ce mouvement, en étant présent dans des forums économiques, au sein des conseils régionaux ou des conseils locaux de développement. Même si les grands combats radicaux menés par des syndicats socialistes, revendicateurs, extrémistes même, semblent appartenir au passé, les syndicats seront toujours présents dans les grands débats de société pour s'assurer du respect des



M. Michel Dupont, président régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

que le monde syndical a un rôle à jouer là-dedans», plaide Liette Moreau.

Parallèlement à cet engagement social, le monde syndical doit continuer à convaincre les employeurs que les employés sont essentiels au bon fonctionnement de leurs entreprises. «Dans certains secteurs, les partenariats entre patrons et syndicats marchent très bien. Qui de mieux, au fond, qu'une personne qui travaille sur une machine depuis vingt ans pour savoir comment cette machine-là pourrait être améliorée. Ce sont les gens sur le plancher, les gens à la base qui savent comment doit s'organiser le travail», remarque Michel Dupont. Avec ce virage, la traditionnelle relation donnant-donnant pourrait être remplacée par un concept de relation gagnant-gagnant entre l'employeur et l'employé.

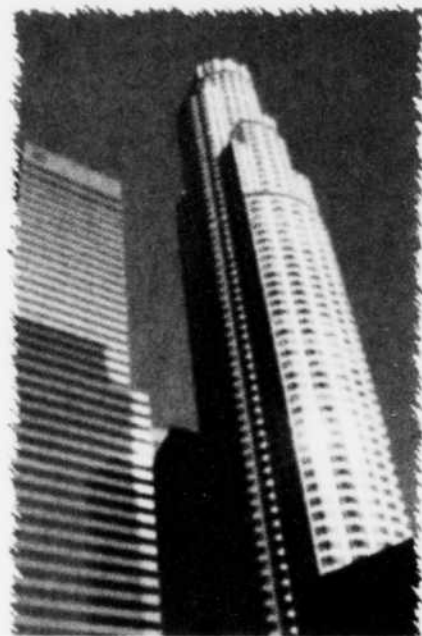
«Il y aura toujours des points sur lesquels les positions seront diamétralement opposées, mais de façon générale, les gens sont conscients que l'entreprise doit exister, qu'elle doit faire des profits. C'est le profit qui va permettre aux travailleurs de conserver leur emploi et, peut-être, d'avoir des conditions de travail plus avantageuses», ajoute Michel Dupont.

Si les défis sont nombreux pour les intervenants du monde syndical, on ne considère toutefois pas que la pérennité est acquise. «Le mouvement syndical aura toujours sa place, mais il devra s'adapter. Parce que les employeurs changent. Le jour où tous les employeurs seront des employeurs ouverts, respectueux de leur monde, peut-être que ce sera plus difficile de convaincre les gens qu'ils ont besoin d'un mouvement syndical fort», enchaîne-t-il.

individus. La mise en place de puissants fonds d'intervention par la FTQ et la CSN constituent de parfaits exemples du changement de mentalité qui s'est opéré au sein des groupes syndicaux.

«On a eu tendance à chosifier les personnes. Ce sont des consommateurs, des objets de consommation, des ressources. Et des ressources, ce sont des objets. Il y a là un danger. Quand ça ne fait plus, on le remplace par un autre. Et les conséquences de ça sont très lourdes. Il faudra un retour à l'humanisme. La société est faite pour les personnes humaines et en cette fin de siècle, on a tendance à l'oublier. C'est certain

Par les temps qui courent, le taux de syndicalisation au Québec est d'un peu plus de 40 pour cent, soit le plus haut taux parmi les provinces canadiennes. Aux États-Unis, le taux de syndicalisation a chuté à 15 pour cent environ. Et ceux qui estiment que la syndicalisation est un frein au progrès n'ont qu'à se retourner, encore une fois, vers l'exemple scandinave. La Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark et l'Islande affichent des taux de syndicalisation qui varient entre 78 et 92 pour cent. Le recrutement est donc un autre défi que doivent relever les représentants du monde syndical.



«Oui il faut constamment faire des efforts pour recruter à l'extérieur, mais il faut qu'à l'intérieur, nos militants se sentent interpellés par la syndicalisation. Elle doit devenir pour eux aussi une préoccupation, parce que si le taux de syndicalisation baisse, c'est notre pouvoir qui va s'effriter», remarque Michel Dupont. Et lorsqu'il faut en plus adapter les structures, les lieux de rencontre, les stratégies et les partenariats à la nouvelle donne économique, il est important pour les syndicats d'échapper à quelque affaiblissement que ce soit.

Nous respectons l'environnement des collectivités vivant dans les régions où sont situées nos usines et la qualité de vie de nos employés.



Le monde industriel a été imaginé par la société pour forger un environnement plus agréable et plus humain. Il est donc redevable envers la structure sociale qui lui a permis de grandir au-delà de l'an 2000.

Notre mission sociale

Gestion de l'aménagement paysager en milieu industriel

Toutes les nouvelles installations de procédés et l'environnement de nos usines font l'objet de soins particuliers en ce qui a trait à l'aménagement paysager.

Appui aux organismes amis de l'environnement

Collecte sélective Québec Kruger parraine Collecte sélective Québec, un organisme voué à la promotion de la collecte et de la récupération.



Kruger

Usine de Trois-Rivières

S PAPIERS SCOTT LIMITÉE

Membre du réseau Kruger

Programmes

TECHNIQUES

Santé animale
Éducation en services de garde
Éducation spécialisée
Archives médicales
Administration et coopération
Tourisme
Gestion hôtelière
Commercialisation de la mode

PRÉUNIVERSITAIRES

Sciences de la nature
Sciences de la santé
Sciences pures et appliquées

Baccalauréat international
Profil sciences de la nature
Profil sciences humaines

Sciences humaines
Droit et sciences sociales
Psychologie
Sciences de l'éducation
Sciences administratives

Communication et lettres

Programme intégré en sciences, lettres et arts

COLLÈGE
LAFLECHE
TROIS-RIVIÈRES

1687, boulevard du Carmel,
Trois-Rivières (Québec) G8Z 3R8
Téléphone : (819) 375-7346
Télécopieur : (819) 375-7347
Site Internet : www.lafleche.qc.ca
Courriel : college@lafleche.qc.ca



L'avenir appartient à ceux qui se mettent beaux!



Est-ce une tendance passagère de fin de siècle ou un nouveau courant qui risque de s'ancrer dans la culture de notre société? Bien malin serait celui qui pourrait sans hésiter avancer une réponse. Une chose est certaine, on assiste de plus en plus à une sorte de culte de la beauté qui se traduit par différentes modifications dans le mode de vie de plusieurs individus, hommes et femmes.

Dans les agendas d'aujourd'hui se trouvent une foule d'activités qu'on n'aurait même pas envisagées il y a quelques décennies. Entraînements au gym, séances d'épilation chez l'esthéticienne, visite chez le coiffeur, rendez-vous chez l'orthodontiste, voilà autant d'occupations qui n'ont pour seul but que d'améliorer l'apparence physique. Au quotidien, on s'assure de se garder un peu de temps pour une randonnée en vélo ou en patin à roues alignées, on n'oublie pas sa crème de nuit, on fait attention à ce qu'on mange. Monsieur hydrate maintenant sa peau après un rasage, madame se nettoie les pores du nez avec un tampon autocollant.

On veut être beau, on veut être belle. À tout prix. Pourquoi? Parce qu'il existe maintenant une relation entre la beauté et la réussite sociale et professionnelle. De nombreuses études, aux États-Unis, ont confirmé la chose. On parle même, aujourd'hui, d'une discrimination fondée sur l'apparence physique. Chez nos voisins du sud, on appelle ça le looksism.

Et la discrimination dont il est ici question a des répercussions dans l'embauche, dans le traitement salarial, dans les promotions, dans l'établissement d'un réseau de contacts. L'apparence physique a maintenant un lien direct avec le succès professionnels, disent certains spécialistes.

Pas étonnant, donc, qu'on ait consacré l'année dernière pas moins de 88 milliards \$ en produits de beauté de toutes sortes. Pas étonnant non plus que le chiffre d'affaires des chirurgiens esthétiques ait grimpé considérablement. Pas étonnant que les gymnases ou les cliniques amaigrissantes se remplissent. De plus en plus, on prend soin de notre corps. Et de plus en plus, on cherche à l'améliorer.

«Je pense que c'est une tendance très contemporaine. On a toujours eu le souci de la beauté ou de l'esthétique, mais ça s'exprimait différemment», explique le Dr Jean-Noël Casaubon, chirurgien esthétique bien établi à Trois-Rivières.

Il est un de ceux qui sont des témoins privilégiés de ce «culte de la beauté», de ce désir qui poussent femmes et hommes à vouloir modifier leur apparence physique simplement pour des questions esthétiques. Comme les spécialistes en traitements capillaires, comme les ophtalmologistes qui traitent au laser, comme les diététistes, les éducateurs physiques, les esthéticiennes et autres porteurs de Jouvence.

Aux États-Unis, en 1997, ils sont deux millions et demi de personnes à être passées sous le bistouri des plasticiens. L'«industrie» de la chirurgie esthétique connaît un véritable boom. «Les techniques chirurgicales se sont améliorées, alors ça a ouvert le champ de spécialisation qu'est la chirurgie esthétique. En fait, l'esthétique est devenue un bien de consommation, au même titre que les vêtements dernier cri, l'automobile, l'ameublement», estime le Dr Casaubon.

Selon lui, plusieurs personnes vont rechercher des modifications mineures, qui conviennent davantage à leurs moyens. Les chirurgies les plus populaires demeurent celles ayant trait aux seins, que ce soit pour une augmentation ou une diminution de volume. Viennent ensuite les chirurgies pour les rides, les paupières, le lifting. La liposuction gagne en popularité. Chez



Le Dr. Jean-Noël Casaubon est un des témoins privilégiés du désir, chez plusieurs femmes et plusieurs hommes, d'améliorer leur apparence physique

les hommes, la greffe capillaire a toujours le haut du pavé.

C'est connu, les femmes sont davantage préoccupées par leur apparence que les hommes. Ce sont donc elles qui composent la majeure partie de la clientèle des chirurgiens. «Les femmes sont toujours les plus concernées. De plus en plus, cependant, on voit apparaître des hommes, mais ils sont règle générale beaucoup moins exigeants que les femmes», remarque le chirurgien.

On ne sait pas si c'est une règle formelle, un mythe ou une simple impression ancrée dans la façon de penser de nos sociétés occidentales, mais la femme est considérée belle sous sa forme jeune. On ne peut pas, semble-t-il, en dire autant pour les hommes. Beaucoup de femmes sont d'avis que les hommes sont plus beaux en vieillissant. Ce n'est pas parce qu'un homme a les tempes grisonnantes et que quelques rides sont apparues sur son visage qu'on le trouve moins séduisant. L'homme projette alors une image d'assurance et d'expérience qui évoque la sécurité, la maturité. Et ça semble plaire encore aux femmes ou, à tout le moins, ça ne semble pas déplaire à une majorité d'entre elles.

Mais messieurs non plus ne veulent pas être en reste. Ils se soucient, lentement mais sûrement, de leur apparence. De plus en plus de produits leur sont destinés et c'est avec une



prometteuse timidité qu'ils s'y intéressent.

En fait, ce sont deux grandes catégories d'acheteurs et d'acheteuses que l'on retrouve devant le marché de la beauté. D'une part, on constate que les baby-boomers prennent les moyens pour rajeunir, paraître plus beaux et plus belles. D'autre part, on remarque que la jeune génération prend les moyens pour ne pas avoir à vouloir paraître plus jeune dans vingt ou trente ans.

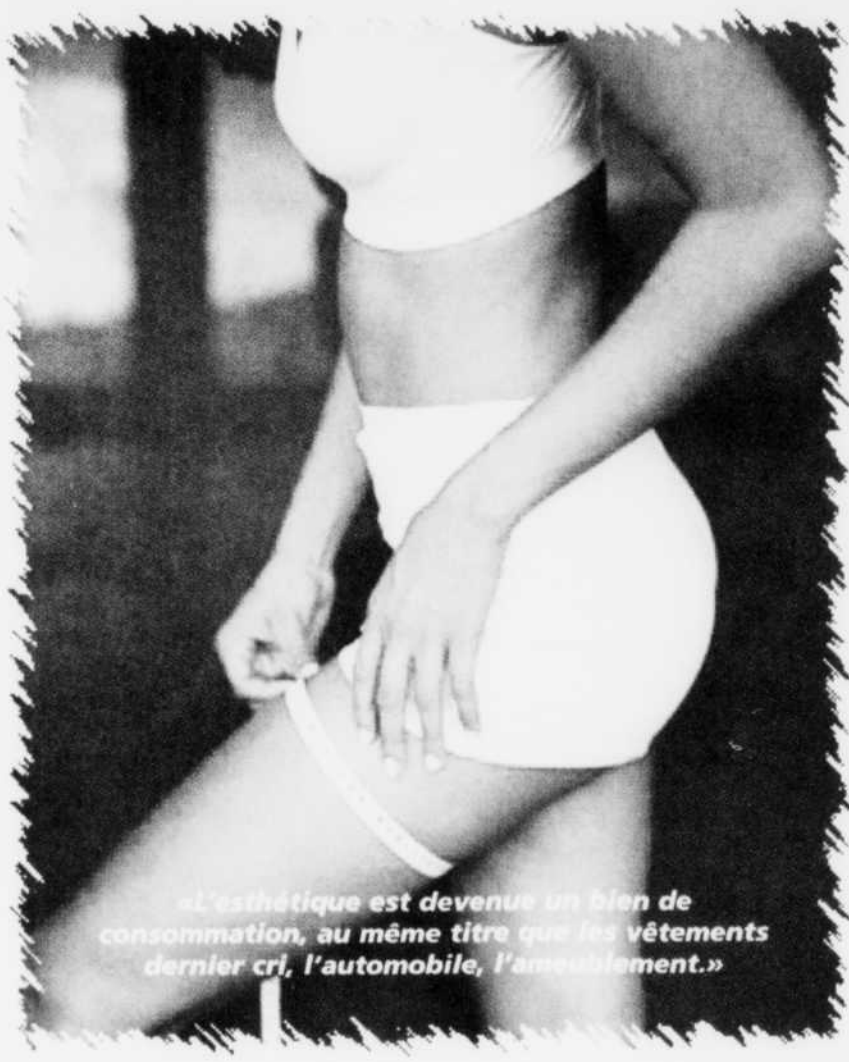
«Aujourd'hui, on trouve une gamme de produits et de services plus importante qu'il y a à peine une dizaine d'années. Les produits ou les traitements intermédiaires, qui permettent d'éviter le recours à la chirurgie, sont en très forte demande», note le Dr Casaubon.

Selon lui, lorsque quelqu'un se rend jusqu'à la chirurgie, il est essentiel que le chirurgien prenne connaissance des motivations de sa patiente ou de son patient. «On sent parfois une charge émotive. Il faut alors essayer de connaître les buts recherchés par l'intervention», insiste-t-il. Il en veut pour exemple les femmes qui envisagent une augmentation du volume des seins. «Les femmes qui le font pour répondre à des attentes extérieures à elles-mêmes ne sont pas des bonnes candidates. Ils ont une tolérance aux risques beaucoup plus faible.»

Et ils existent, ces risques. Même si les techniques ne cessent de se peaufiner et que les outils deviennent de plus en plus performants, il faut toujours s'attendre à ce que peut entraîner la décision de vouloir modifier ce qui est naturel.

L'avènement du laser, qui aura certes marqué le dernier quart du vingtième siècle, est un exemple. Sa popularité a été fulgurante, les gens en sont toujours friands, mais on sent que de plus en plus de spécialistes tendent à mettre un holà sur l'utilisation du laser. «On connaît de plus en plus les limites du laser. Ça demeure une excellente technique quand c'est bien fait, mais il faut se pencher sur les conséquences de son utilisation», croit le Dr Casaubon.

Depuis quelques années, les techniques se sont améliorées. Et pour ne rien manquer, les intervenants doivent constamment suivre cette évolution, afin de toujours mieux s'adapter aux besoins des clients potentiels. «Aujourd'hui, illustre le chirurgien, pour une liposuction, on procède par anesthésie locale et on ne pratique que de très petites incisions.»



«L'esthétique est devenue un bien de consommation, au même titre que les vêtements dernier cri, l'automobile, l'ameublement.»

Mais est-ce un luxe que d'avoir recours aux différentes formes de chirurgie esthétique? «C'est quelque chose que les gens vont ajouter à leurs dépenses, comme l'orthodontie, la chirurgie des yeux», croit le Dr Casaubon. Un fort pourcentage des gens qui ont recours aux services d'un chirurgien le font justement dans un but purement esthétique et généralement, c'est parce qu'ils en ont les moyens. Le mythe de la chirurgie plastique réservée aux artistes est bel et bien révolu.

Monsieur et madame Tout-le-monde ont donc pris d'assaut le marché des produits et des services de la beauté. Est-ce que le fait de paraître plus jeunes et d'améliorer leur apparence les rend nécessairement plus heureux? «Il y a toujours une gratification à voir les gens avec le sourire, la

satisfaction écrite dans le visage, qui vous remercient pour ce que vous avez fait pour eux», explique le chirurgien.

Quoi qu'il en soit, il apparaît de plus en plus clair qu'il existe une relation entre l'apparence physique, la santé, la réussite professionnelle, le succès en amour.

Toutes ces petites choses qui, somme toute, correspondent à peu près à la définition que l'on se fait du bonheur.



La quête du bien-être physique

Se vêtir est un besoin fondamental. S'habiller est devenu un geste souvent enfermé dans une banalité, alors qu'on n'est encore qu'à demi réveillé, entre une douche et deux rôties. Bien sûr le geste est enveloppé dans un style, dans des tendances, des couleurs, des formes qui arrachent le fait de s'habiller de la platitude d'un train-train. Heureusement, en fait, qu'il y a la mode.

Elle est tout ce qu'il y a de plus vivant. Elle change au goût du jour, au goût des saisons. Elle se fait audacieuse, provocante, conservatrice. Elle est peut-être le miroir le plus brillant des habitudes d'une société, en un lieu et dans un espace donnés. Et lorsqu'on tente de se demander comment elle nous surprendra au cours des prochaines décennies, on entrouvre la porte sur tout un monde.

Nicole Bordeleau est consultante en mode et chroniqueuse pour une émission télévisée. Elle a enseigné pendant plusieurs années au Collège Lasalle. Elle a sa petite idée sur ce qui s'en vient en matière de mode. «On s'en va vers une quête de bien-être physique. Et ça, le monde du vêtement et de la mode devrait être un des premiers vers lesquels on va se tourner pour exiger ça. Il va falloir que ce soit le confort et le bien-être physique qui priment», explique-t-elle.

Mieux encore, il semble que ce soit la valeur de la jeunesse qui soit associée le plus étroitement au développement de la mode. On ne veut plus avoir l'air riche, on veut avoir l'air jeune. «Tout ce qui touche le sport, le cyclisme, la danse, le golf, le snowboard, le patin à roues alignées, la randonnée, monte également en puissance. Tout ça, on le porte dans la rue. On veut avoir l'air jeune et avoir l'air en santé», remarque Nicole Bordeleau.

Les années 80 ont été une décennie charnière en ce qui concerne la mode. La décennie du «paraître», disent les spécialistes. Après l'explosion de marques

griffées, par lesquelles les gens voulaient s'enrichir ou paraître plus puissants, plus performants à travers le vêtement, voilà qu'est arrivée la décennie 90, marquée par une nouvelle mode minimaliste, épurée. Une mode qui a pris un certain recul. «Les gens sont en train de se redéfinir à travers le vêtement. C'est pour ça d'ailleurs que la mode est si dépouillée ces temps-ci. Et on tente de se redéfinir à travers ça», croit Mme Bordeleau.

Cette quête de simplicité, qui s'étend aussi aux autres aspects de notre vie,



vient en quelque sorte pallier au mode de vie à la fois effréné et complexe que l'on a présentement. Si les tendances sur lesquelles on risque de déboucher pourraient correspondre à une forme de répit, elles se voudront adaptées à la mobilité des gens, à tout ce qui les rend plus actifs et plus performants. Et c'est pour cette raison, notent certains experts, que l'on verra apparaître des silhouettes beaucoup plus souples, des tissus plus extensibles, des lignes plus fluides. Pour les femmes, comme pour les hommes.

La Française d'origine hollandaise Li Edelkoort, qui dirige une boîte spécialisée dans les tendances, à Paris, croit qu'on assistera au grand retour du blanc. Et cela pourrait se traduire par la montée des vêtements calmes et doux, sans superflu, aux fermetures à glissière et aux boutons camouflés.

Paradoxalement, on parle aussi de stimulation par le vêtement. «Il y a un autre aspect qui est important et c'est l'éveil de tous nos sens par le vêtement. Maintenant, les tissus ne seront plus que destinés au bien-être physique, mais on va vouloir que du côté tactile, du côté visuel, du côté de l'odorat les vêtements puissent nous stimuler aussi. Les créateurs sont d'ailleurs en train de travailler de nouvelles matières qui vont éveiller tous nos sens», enchaîne Mme Bordeleau.

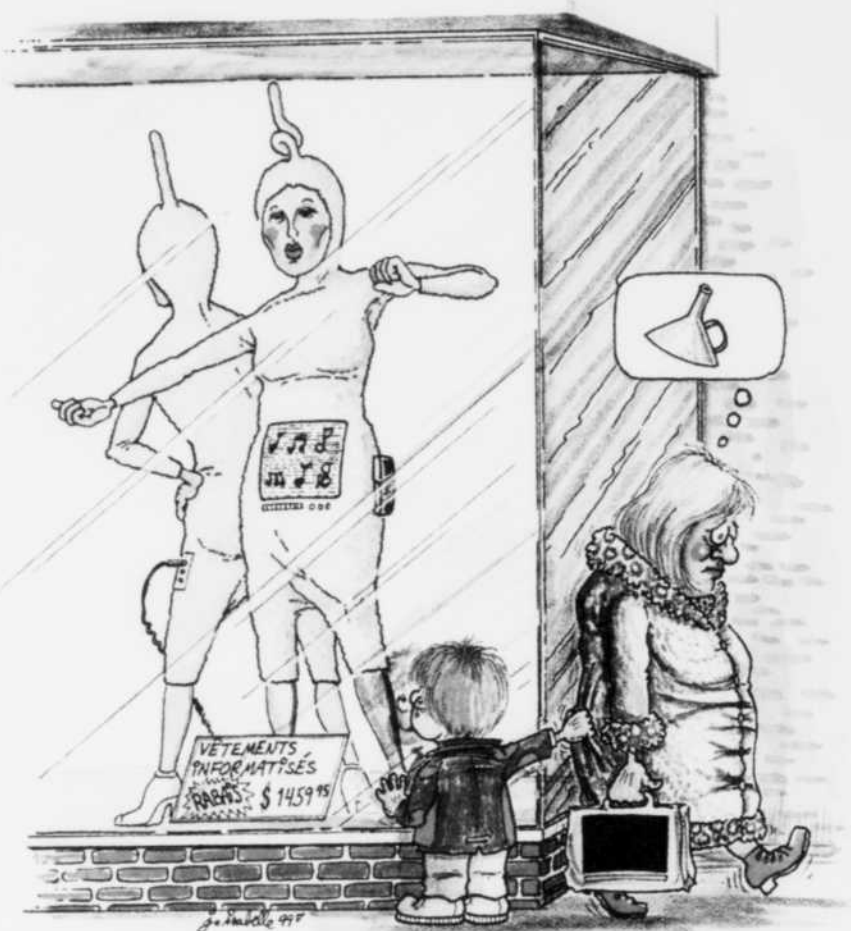
Elle mentionne qu'on devrait voir apparaître des matières qui vont réduire le stress, des matières qui vont refléter votre humeur. «Dans quelques années, vous n'aurez plus besoin de demander à votre conjoint comment a été sa journée, vous allez pouvoir le deviner que par la couleur, par la réaction thermique de son vêtement», prédit-elle en s'appuyant sur l'effervescence de la recherche à ce sujet. Déjà, des créateurs sont en train de mettre au point des vêtements qui incorporent des produits de beauté, qui vont éliminer la transpiration ou dégager une odeur de fraîcheur. Même si ces innovations n'ont pas encore atteint le marché, elles sont bel et bien en marche dans les laboratoires. On parle du vêtement intelligent, du vêtement multifonctionnel.

Ce dernier pourrait d'ailleurs devenir une norme en matière de mode. Le vêtement multifonctionnel est un vêtement qui se transforme: une chemise qui devient un sac à dos, une robe que l'on peut porter de différentes façons. Comme celle conçue par Philippe Starck, qui part d'un collant et qui se transforme en neuf tenues différentes. C'est le côté pratique du vêtement qu'on met à l'honneur. «On veut que ce soit bon avant d'être beau. Si c'est beau, tant mieux, mais il va d'abord falloir que ça performe, à différents niveaux.»

L'aspect pratique d'un vêtement rime nécessairement avec simplicité. C'est pour cette raison que l'on pourrait voir arriver l'abolition des tailles. De plus en plus, les créateurs vont retourner à l'ancien système, qui consiste à regrouper des tailles pour en arriver à la bonne vieille méthode du petit, moyen, large.

«Le temps passé chez le nettoyeur ou à repasser un vêtement tire progressivement à sa fin, parce qu'on va vouloir des vêtements qui vont nous

suivre, qui demandent moins d'énergie, moins d'entretien, des vêtements qui nous laissent libres et qui nous font sentir bien. Quelqu'un qui porte des chaussures baskets, avec un kangourou et un pantalon à coulisse se sent automatiquement plus en santé. On va



aller chercher tous ces messages-là dans la mode», explique Nicole Bordeleau.

La tendance sociale selon laquelle on recherche l'apparence saine et la bonne condition physique se trouve donc honorée. Plus la mode va se simplifier, plus le culte du corps va s'amplifier. «On ne peut plus se cacher derrière des épaulettes, derrière une architecture du vêtement. Le vêtement va dénuder le corps, va l'exposer.» Aussi, croit-on, les gens qui n'ont pas les moyens de recourir à la chirurgie plastique ou qui n'ont pas le temps de passer des heures



au gym vont peut-être porter un kangourou, **des baskets**, un sac «mains libres» ou un sac à dos.

Difficile de dire ce qu'il adviendra des couleurs. Parce qu'en mode, les couleurs représentent le changement, l'émotion du moment. Plus encore que la matière et la silhouette. «Mais ces trois dénominateurs vont continuer à changer parallèlement. On ne veut pas que la mode ne change pas. La mode est faite pour se démoder et pour faire avancer les choses. C'est le message social le plus instantané», croit notre spécialiste.

Par ailleurs, la popularité du gris, par les temps qui courent, pourrait bien être un signe annonciateur d'un souci accru pour l'environnement. On dit que le gris, c'est la couleur asphalte, la couleur urbaine. «Mais derrière ça, il y a peut-être une conscience pour l'environnement. Le noir fut pendant des années la couleur de base, mais elle est nuisible à produire», plaide Mme Bordeleau. Selon elle, on fera de plus en plus appel à la responsabilité des créateurs. «C'est impossible que ces gens-là continuent à faire des centaines, voire des milliers de vêtements par année et ne pensent pas au recyclage et à l'environnement. C'est impossible qu'on passe au prochain millénaire et qu'on ne dise pas à ces gens-là qu'ils ont une responsabilité face à ça.»

Et s'il est question de couleurs, il doit normalement être aussi question de matières. Et c'est plus facile de lever le voile sur cet univers prochain, un univers marqué par l'audace, certes, mais aussi par les prouesses technologiques. Ainsi, le designer anglais Alexander McQueen a conçu une robe ultrasensible en thermocromic, un tissu qui est comme une toile cirée, qui réagit aux variations de température en changeant de couleur. Mais on est ici dans les extrêmes, bien qu'il y ait plusieurs trouvailles intéressantes en ce qui a trait aux matières. Aussi verra-t-on apparaître le taffetas trois dimensions, la soie qui ressemble à du tricot, le shamir (un tissu poids plume, réversible, composé d'un côté de soie, de l'autre du cachemire) ou l'optic, une sorte de soie translucide. Ajoutons à cela les nouvelles fibres extensibles, les nouveaux cotons, les matières techniques au fini protecteur... Vous en voulez davantage? Il y aura des tissus ultra-absorbants ou antibactériens, des vêtements hydratants ou anti-odeurs. On parle aussi de vêtements qui vont émettre des mélodies quand ils bougent, de vêtements informatisés, de mode haute technologie.



«Les top modèles sont venues avec les années 80, alors c'est normal que cette vague-là passe un moment donné.»

Et quelles que soient les prouesses auxquelles on en arrivera, on devrait toujours avoir les trois types de tendances: les classiques, très rares, créés pour être portables pendant des années voire des décennies, les cycliques, c'est-à-dire les vêtements qui répondent à un cycle et qui doivent être modifiés pour survivre, comme les jeans ou les cols roulés, ainsi que les fades, ces feux de paille qui viennent ajouter de l'excitation, de la fantaisie et de la couleur dans la mode, mais qui ne durent qu'une saison.

Parlant de choses qui passent et qui font leur temps, on pourrait penser aux top modèles. Leur règne est bel et bien terminé, clame haut et fort Nicole Bordeleau. «Les top modèles sont venues avec les années 80, alors c'est normal que cette vague-là passe un moment donné. Il reste encore quelques poussières, mais les top modèles comme on les a connues, c'est fini», assure-t-elle. Maintenant, on fait appel à de parfaites inconnues, qu'on trouve souvent dans la rue. Des beautés «à caractère», les appelle-t-on.

Un mot enfin sur l'industrie et sur les créateurs, qui semble-t-il auront de quoi s'amuser avec tous ces changements qu'on peut déceler. La structure de leur travail est appelée à changer, puisque le rythme infernal des quatre ou cinq collections par année pourrait bien être revu et corrigé pour des collections plus élaborées et qui ne seraient pas limitées qu'à une saison. Et dans cet univers fascinant, il semble que les créateurs québécois disposent maintenant de tous les outils pour s'en tirer honorablement.

«On n'a pas l'héritage des Européens ou les moyens des Américains, mais il y a quelque chose de très intéressant dans ce qui se fait ici. C'est une mode qui est jeune et qui a tout avantage à se faire connaître. Il y a des créateurs québécois qui sont en train d'imposer leur signature ici et qui commencent à être reconnus à l'étranger. Ça va dans le bon sens», conclut Nicole Bordeleau.



Décrocher la lune...

**RÉUSSIR SA VIE... sans doute
la plus belle lune à décrocher.**

Notre cégep offre les programmes et les
activités qui permettent à chacun de donner
une impulsion à sa quête personnelle.

31 programmes

43 voies de sortie

- 27 au secteur technique
- 16 au secteur préuniversitaire

74 % de taux d'admission à l'université
dans le programme choisi

73 % de taux global d'embauche dans
un emploi relié au diplôme

Pour nous rejoindre
3500, rue De Courval, C.P. 97
Trois-Rivières (Québec) G9A 5E6

819.376.1721

Un atout de taille!

Découvrez nos programmes
www.cegeptr.qc.ca



**CÉGEP DE
TROIS-RIVIÈRES**



AttirER Les immigrants en Région:

tout un défi!



En 1997, la Mauricie et le Centre-du-Québec accueillait 175 nouveaux immigrants. La région métropolitaine de Montréal en accueillait près de 20 000. Si le redressement démographique est un des objectifs avoués de la politique québécoise d'immigration, on se rend vite compte que celle-ci est l'affaire de la métropole. L'immigration en région n'est-elle qu'un voeu pieux?

Il semble que non. Mais les difficultés auxquelles se heurtent certaines régions autres que celles de Montréal, de Québec et de l'Outaouais sont nombreuses. En Mauricie, il semble que ce soit la situation économique précaire qui soit la principale cause de la faible immigration. Parce que le travail est la toute première réalité pour l'immigrant, il apparaît incontournable que s'il n'y a pas d'emplois disponibles pour lui et pour sa famille, celui-ci quittera la région ou, pire, n'y sera même pas attiré.

On est loin des années vingt, alors que la région connaissait ses premières véritables vagues d'immigration. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Québec a accueilli un bon nombre de réfugiés. La région de Trois-Rivières n'y a pas fait exception. On vit arriver des Hongrois ou des Polonais, par exemple. Le quartier Saint-François-d'Assise, à Trois-Rivières, a d'ailleurs été surnommé la «Petite Pologne». La Wabasso étant tout près, les immigrants n'avaient pas de difficulté à se dénicher un emploi. La guerre était finie et les emplois disponibles étaient relativement nombreux.

Aujourd'hui, on imagine mal des immigrants réfugiés entrer sans peine dans une usine de pâtes et papiers, une aluminerie ou une moyenne entreprise.

Si l'immigration volontaire ou normale a toujours été relativement stable, il en est tout autrement pour l'arrivée de réfugiés. Au cours du vingtième siècle, plusieurs masses d'immigrants sont arrivés au Québec pour des raisons différentes et dans des conditions différentes, mais le faible pouvoir d'attraction des régions, lui, est une réalité qui a survécu au dernier siècle.

«Les immigrants sont confrontés à la réalité du chômage. De plus en plus, on leur dit que la situation n'est pas rose, que tout le monde est sur le même pied d'égalité, mais il y a toujours un choc. Le fameux «rêve canadien», ancré dans les perceptions de plusieurs étrangers, n'est pas aussi beau qu'il en a l'air. «Dans le monde, le Canada est reconnu comme un des pays où on vit le mieux. Mais c'est une image idéalisée. Quand les immigrants arrivent, ils pensent qu'ils vont trouver un emploi facilement, apprendre la langue en travaillant. Ce sont des réalités difficiles à accepter et qui font mal», explique M. André Lyonnais, du Comité d'accueil aux Néo-Canadiens.





Évidemment, les immigrants réfugiés sont ceux qui vivent les plus grandes problématiques. Mais les immigrants qui arrivent par la voie normale, qui font un choix d'émigrer, sont conscients qu'ils ont une adaptation à vivre et généralement, ils le font sans problème. Ils savent que leur choix a des conséquences. Les réfugiés sont des gens qui ont aussi choisi le Canada, mais ils n'ont pas choisi de partir. Qu'on les envoie dans les régions est une chose, mais encore faut-il que les régions soient en mesure d'absorber ce surplus de main-d'oeuvre.



«En région, les conséquences de l'immigration se vivent peut-être un peu mieux.»

Pourtant, malgré cette contrainte majeure, l'immigration en région se fait assez bien. Particulièrement chez nous. La Mauricie et le Centre-du-Québec disposent de ressources adéquates et comptent sur leur territoire des petits noyaux d'immigrants déjà établis et bien intégrés. La population dite de souche est ouverte à l'accueil d'immigrants. «En région, les conséquences de l'immigration se vivent peut-être un peu mieux parce que les immigrants sont intégrés dans la population. Avec un bassin d'immigrants réduit, c'est plus difficile pour eux de se regrouper et de passer à côté de l'intégration», estime M. Lyonnais.

Ce sont en fait les réfugiés qui ont le plus de difficulté à s'intégrer. Parce qu'ils arrivent avec des contraintes qu'ils n'avaient pas auparavant. Le changement de statut social, la langue, la recherche d'emploi sont autant d'obstacles auxquels ils doivent faire face. Mais grâce au milieu, notamment, les immigrants qui arrivent ici parviennent à s'adapter adéquatement. «Dès qu'ils ont une connaissance de la langue, ils tissent des liens. Comme le ferait n'importe quel Québécois qui déménage. Ils se créent un nouveau tissu social, un nouveau réseau d'amis, ajoute M. Lyonnais.

La langue constitue d'ailleurs une des barrières principales à la venue massive d'immigrants. On sait que la loi oblige les nouveaux arrivants à parler français. Plusieurs doivent donc suivre des cours en francisation. Au chapitre de la langue des arrivants, la situation a beaucoup évolué. En 1991, 95 pour cent des immigrants qui arrivaient ici parlaient français. À l'échelle québécoise, ce taux était de 70 pour cent environ. Aujourd'hui, parmi les immigrants qui arrivent à Trois-Rivières, il y en a seulement 43 pour cent qui parlent français. Les difficultés d'adaptation sont donc plus importantes.

Dans le cas des réfugiés, le Comité d'accueil aux Néo-Canadiens est souvent appelé à fournir une aide de première ligne. «Quand on sait d'avance qu'ils vont arriver, alors on peut faire un peu de travail de terrain, au niveau de l'accueil, de l'accompagnement, des séances d'information, de la structure de la vie sociale, des services et des ressources», explique M. Lyonnais. Et comme les réfugiés qui arrivent sont

automatiquement bénéficiaires de l'aide sociale, le Comité d'accueil aux Néo-Canadiens met tout en oeuvre pour aider ces derniers à devenir autonomes le plus rapidement possible.

Il semble d'ailleurs que la population de la région soit très accueillante envers les immigrants. «On est peut-être une des régions les plus accueillantes qui soient. Le hic, c'est qu'on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas. Le phénomène de l'emploi en est un qui est complètement hors de notre contrôle et pour nous, ça devient frustrant. Parce que c'est ça, la clé de la rétention», déplore le porte-parole. Selon lui, il existe un consensus social de plus en plus clair, selon lequel on voudrait même accueillir davantage



**M. André Lyonnais,
du Comité d'accueil aux Néo-Canadiens.**

d'immigrants dans la région. «La volonté est là, les infrastructures sont là. Ce sont souvent les moyens qui n'y sont pas», résume-t-il. Actuellement, en



Mauricie et au Centre-du-Québec, le nombre d'immigrants équivaut à un peu moins de deux pour cent de la population. Cette proportion pourrait mettre plusieurs années avant de changer.

Malgré la faible proportion d'immigrants qu'on retrouve dans la région, on retrouve quelques communautés, à condition de ne pas être trop strict quand on définit le mot communauté. «Il n'y a rien de vraiment structuré, mais il y a des gens qui se rassemblent, à l'occasion. On retrouve une petite communauté grecque, une communauté haïtienne, une communauté laotienne, une autre italienne. Mais c'est surtout dans un but social. Quand ils arrivent ici, ils s'informent et s'organisent entre eux, dans le but de créer et de maintenir un lien social», explique M. Lyonnais.

Il existe pourtant une exception dans la région et elle est de taille. À l'Université du Québec à Trois-Rivières, les étudiants étrangers s'organisent en groupes structurés, en associations d'étudiants de même origine ethnique. À cet endroit, on peut parler de communautés plus structurées. M. Lyonnais rappelle que les étudiants entrent dans la catégorie des immigrants temporaires et qu'à ce niveau, il existe un certain taux de rétention. «Certains retournent dans leur pays, mais beaucoup s'installent ici, demandent un statut d'immigrant», précise-t-il.

À quelques mois de l'an 2000, le portrait de l'immigration en Mauricie et au Centre-du-Québec est assez stable. Environ 60 pour cent de la population immigrée est de race blanche, ce qui la distingue nettement de l'immigration dans les grands centres métropolitains. En Mauricie, ce sont la France, les États-Unis, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, Haïti et le Maroc qui, dans l'ordre, sont les principaux pays d'origine des immigrants. Au Centre-du-Québec, on trouve une importante concentration de Suisses. Suivent ensuite les mêmes nationalités que pour la Mauricie, dans un ordre légèrement différent.

Et parmi les défis qu'on retrouve pour la région sur le plan de l'immigration, le Comité d'accueil aux Néo-Canadiens note l'absence de mécanismes concertés d'attraction et de rétention des immigrants dans la région, la faiblesse du nombre d'immigrants qui empêche d'utiliser les communautés culturelles comme points d'ancrage pour attirer et retenir un nombre plus grand d'immigrants, ainsi que l'absence de la réalité de l'immigration dans les efforts de promotion de la région. D'autre part, on constate aussi certaines forces ou opportunités à saisir. La présence d'un noyau d'immigrants bien établis, l'ouverture et la réceptivité, les apports importants des immigrants, la forte immigration francophone, et les

structures économiques diversifiées sont autant de points que l'on peut voir comme favorables à l'immigration, celle d'aujourd'hui comme celle de demain.

Mais tant que la région aura de la difficulté à intégrer sa propre masse critique en ce qui a trait à l'emploi, alors elle ne pourra se permettre d'ajouter un important bassin d'immigrants sans que ceux-ci vivent certains problèmes d'intégration en emploi. «Il faut toujours se dire que si une situation est difficile pour les Québécois, elle le sera au moins deux fois plus pour un étranger», insiste André Lyonnais.

C'est connu, l'accroissement naturel de la population diminue. Normalement, l'immigration a pour but de contrer ça. Mais dans le contexte actuel, elle ne peut pas répondre à ce besoin. «La compensation démographique, ne l'oublions pas, ne se fait plus par la famille, mais bien par l'immigration. Et il y a plusieurs régions, dont la nôtre, qui ne peuvent malheureusement pas compter sur l'immigration pour maintenir l'équilibre démographique», rappelle M. Lyonnais.

Comment y remédier? Comment ajuster les politiques d'immigration pour la rendre efficace jusque dans les régions? On ne le sait pas encore. C'est une question qui survivra à ce fameux passage au troisième millénaire...

Croire

en nos forces

en nos ressources

en notre avenir



Q **Hydro**
Québec



La technologie au service des handicapés



L'heure de la retraite a récemment sonné pour Utah, le deuxième chien-guide qu'a eu Carol Projean. Son fidèle compagnon souffrait d'arthrite et ne pouvait plus être aussi alerte que l'exigent les normes de MIRA. En y réfléchissant bien, Carol Projean croit que les chiens-guides pour les non-voyants constituent une des étapes les plus marquantes du progrès franchi au cours des dernières décennies pour repousser les limites que lui imposent son handicap.

Les années passent et c'est sans cesse qu'on continue à donner des outils aux personnes handicapées pour repousser ces limites, améliorer leur mobilité et faciliter leur intégration. De plus en plus, la technologie se met au service des personnes handicapées et ça, selon Carol Projean, ça ouvre beaucoup de portes.

Les applications technologiques permettent déjà à plusieurs personnes handicapées d'exercer différents métiers ou d'occuper différents postes. « Avec les systèmes informatiques adaptés, il n'y a plus grand-chose d'impossible. Malheureusement, ce n'est qu'une faible proportion d'handicapés qui réussissent à travailler normalement. Il y a tellement de chômage que ça peut se comprendre un peu. Un handicapé qui veut travailler doit être particulièrement fonceur », reconnaît Carol Projean.

Selon lui, peu importe le type de handicap, une barrière se dresse devant chaque personne qui, physiquement ou mentalement, n'a pas la pleine jouissance de ses capacités. « Il faut qu'il y en ait parmi nous qui ressortent et qui gueulent un peu plus fort. Généralement, le décideur ne connaît pas le bobo ou le problème. S'il a un

proche qui est handicapé, alors il comprend beaucoup plus facilement les réalités auxquelles on est confrontés », estime Carol Projean.

Il en va de même pour le public en général, qui semble être de plus en plus sensible à la réalité des personnes handicapées. Carol Projean reconnaît que le monde dans lequel on vit en est un où tout va de plus en plus vite. Pour chaque individu, chaque seconde compte, c'est connu. C'est une réalité de fin de siècle. « Mais malgré cela, il y a encore des gens qui prennent le temps de faire traverser la rue à un handicapé visuel ou qui viennent en aide aux personnes atteintes d'un autre handicap, quel qu'il soit. »

Aveugle depuis sa naissance, le Trifluvien croit que le handicap visuel est celui qui fascine le plus la population. « Peut-être à cause de nos chiens-guides, ou peut-être aussi parce que les gens essaient de s'imaginer ce que serait leur vie sans le sens de la vue », avance-t-il.

Au cours des prochains jours, Carol aura un tout nouveau chien-guide, auquel il devra s'adapter. « Le chien te conduit et toi tu le diriges », rappelle celui qui continue à être bénévole pour la Fondation MIRA, implantée depuis bientôt vingt ans au Québec. Mais le chien, tout utile qu'il puisse être, n'est pas la solution à tous les maux. « Pour aller faire l'épicerie, par exemple, il faut que quelqu'un vienne avec nous. On n'est pas pour monopoliser le gérant ou un employé de l'épicerie pour nous suivre et nous trouver ce qu'on a besoin », précise Carol Projean. Le chien, somme toute, améliore la mobilité de son maître.

Dans leur quotidien, les handicapés visuels - comme les autres handicapés - doivent développer certaines habitudes qui leur permettront de vivre normalement, en développant une certaine autonomie. Carol Projean donne l'exemple de ces petits trucs qu'il a découverts au fil des ans. « Pour ce qui est du courrier, par exemple, on s'habitue au format et à l'épaisseur des enveloppes. Je suis capable de reconnaître que telle enveloppe est un compte du Bell, de l'Hydro, de Visa. Ça ne me dit pas quel montant je dois payer, mais je règle ça quand je vais à la caisse », ajoute-t-il dans un éclat de rire.

Chez lui, on trouve deux paniers à linge, un pour le blanc et un pour les



vêtements de couleur. Carol fait lui même son lavage. Mieux encore, il fait à manger. Et il adore ça. On trouve des repères en braille sur les commandes du four à micro-ondes. Il cuisine sa sauce à spaghetti, ses pâtes. «De la sauce à spaghetti, ça restera toujours de la sauce à spaghetti. Je fais la même chose que tout le monde fait, sauf que ça me prend un peu plus de temps qu'eux autres. Je ne peux pas me permettre de couper les légumes aussi rapidement que vous pouvez le faire», remarque-t-il.

Dans ses passe-temps, il aime bien faire un brin de lecture. À l'âge de cinq ans, il a commencé à apprendre à lire en braille. Aujourd'hui, quarante-cinq ans plus tard, il lit à une vitesse incroyable les revues ou les livres en braille qui lui tombent sous la main. Et il écoute de nombreux livres-cassettes.

Évidemment, pour les aveugles, le bout de l'index est en quelque sorte la prunelle de leurs yeux. C'est avec ça qu'ils lisent, la plupart du temps, et qu'ils développent une foule de références tactiles, indispensables à leur vie de tous les jours. Le toucher, comme l'ouïe et l'odorat, sont des sens que les handicapés visuels développent beaucoup plus, histoire de compenser un peu pour la vue qu'ils n'ont pas. Au contact des gens, c'est la poignée de main qui en dit le plus aux non-voyants. «On peut se faire une idée de la personne juste en lui serrant la main. Et généralement, c'est assez rare qu'on se trompe», explique Carol Projean.

Ce ne sont pas les projets qui manquent pour cet homme, déjà des plus actifs. Il se promet bien de se mettre à l'apprentissage des rudiments de l'informatique, puisque celle-ci donne accès à de nombreux services et ouvre de plus en plus de nouvelles possibilités pour les handicapés visuels. Les technologies de synthèse vocale, entre autres, sont en plein développement. Sans prendre la place du braille, omniprésent dans la vie de tous les jours des handicapés visuels, les technologies informatiques pourraient faire prendre un peu de recul à cet outil, disent certains spécialistes. Il ne faut pas oublier qu'une page normale, écrite en caractères traditionnels, équivaut à quatre pages en braille. L'alphabet en relief est pratique, certes, mais il est lourd.

La technologie appliquée aux besoins des handicapés constitue, selon Carol Projean, un des défis des prochaines décennies. Ce n'est pas sans fierté qu'il regarde aller son

fils de seize ans, Simon, lui aussi handicapé visuel mais qui n'a pas perdu complètement l'usage de la vue. Malgré une légère déficience intellectuelle, Simon mène une vie bien chargée, pratiquant la musique et utilisant l'ordinateur sans trop de difficulté. «Il faut que je respecte ses limites, mais il faut quand même le pousser un peu», soutient le papa.

Il est conscient que parce qu'il est handicapé, son fils a besoin de cet encouragement. Entre Carol Projean et son fils Simon, c'est une belle complicité qui semble s'être installée. À eux deux, ils sont des preuves vivantes qu'il n'y a pas que les innovations technologiques qui repoussent sans cesse les limites auxquelles sont confrontés les handicapés. Avant tout, c'est la détermination qui exerce la force la plus remarquable sur ces barrières.



«Un handicapé qui veut travailler doit être particulièrement fonceur», soutient Carol Projean.



L'Église est Là POUR RESTER

Royal Saint-Arnaud

C'est incontournable, pour survivre, l'Église catholique devra apporter des changements dans son langage et dans ses façons de faire. Imbriquée dans une société qui traverse une grande révolution culturelle et de civilisation, elle doit, comme le font d'autres institutions, s'adapter à son environnement.

Cette réflexion résume assez bien le riche entretien qu'a accordé au Nouvelliste le père Jean-Marie Archambault, s.j. directeur général du Gesù à Montréal, un théologien et penseur respecté.

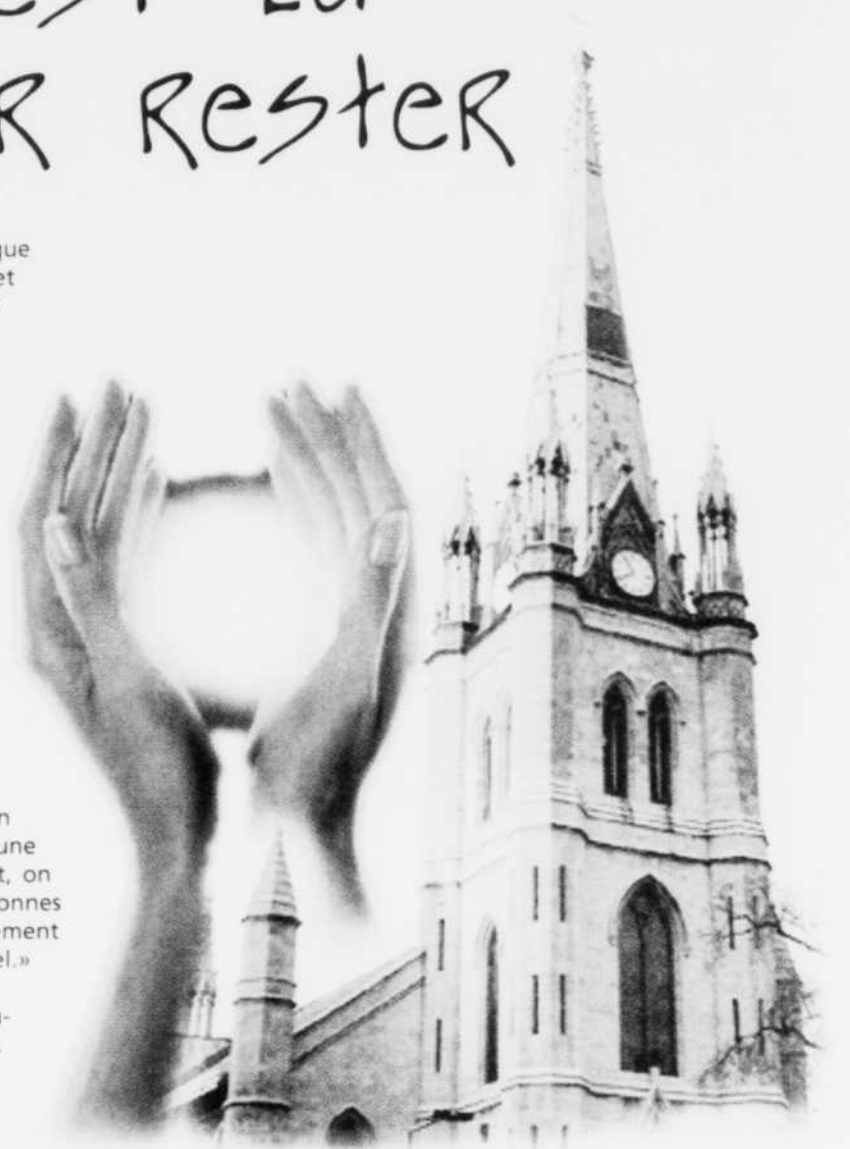
Sa vision de l'Église de demain, qu'il exprime dans un langage clair et sans détour, est pleine d'espoir en la capacité des hommes, des femmes et des jeunes de redonner un second souffle à cette Église.

Sur la seule question du langage, il reconnaît: «Il y a un travail à faire de traduction, de transmission d'un texte officiel à une population donnée, à une région donnée. Ce travail-là n'est pas toujours fait, on oublie de le faire. Certains pasteurs, certaines personnes en charge de l'enseignement négligent tout simplement de traduire et d'adapter ce discours qui est universel.»

Selon lui, il faut donc comprendre, savoir ou découvrir que nous sommes dans un monde qui est éclaté. Il n'y a pas seulement la famille qui est éclatée. Ce fait-là explique que les gens puissent dire qu'ils ne comprennent pas le langage de l'Église. Il fait remarquer que dans l'Église, il y a des restes ou des reliefs d'un langage latin, d'un langage scolastique ou néo-scolastique qui n'a pas passé dans les philosophies modernes contemporaines et qui n'est pas compris du tout par un très grand nombre de personnes, et pas seulement du peuple.

Abordant ensuite la proximité de l'Église des fidèles, il explique: «Mais, soyons réalistes: l'Église est loin, disent les gens. C'est vrai si on pense que l'Église est simplement ceux qui sont dans la hiérarchie. Mais si on pense que l'Église c'est vous et moi, c'est nos amis, ceux et celles qui se rencontrent pour prier, l'Église n'est pas loin, elle est toute proche.»

À ce point de vue-là, il ose avancer que cette Église est bien plus proche que le gouvernement, le parlement. «Il y a bien du monde qui ne savent pas comment ça fonctionne le gouvernement, le parlement, dit-il. Puis se faisant plus incisif, il ajoute: Y'en a plusieurs qui pensent que c'est seulement du monde embaumé qui sont là. Qui sont là pour faire des lois, des lois qui sont toujours loin du réel. On entend souvent dire: «La loi est toujours en retard». Elle vient toujours après coup. C'est peut-être inévitable.»

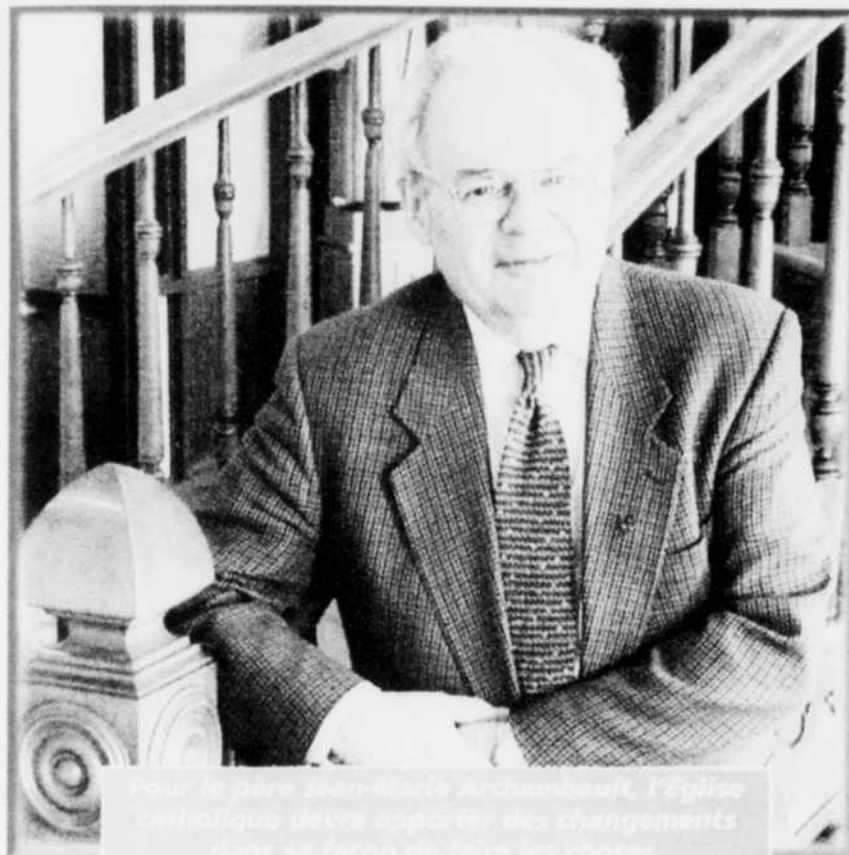


Le père Archambeault reconnaît que l'Église à un autre problème. Un problème vécu par tous les grands organismes. «Trouvez-moi des gens qui comprennent très bien comment ça se passe aux Nations-Unies, au Conseil de sécurité, à l'UNESCO», demande-t-il.

Il est d'avis que l'Église doit trouver, doit traduire pour aujourd'hui le message éternel qu'elle a reçu. Ce message-là ne change pas, ne doit pas changer. Il est porteur de vie. Mais les mots employés pour porter cette vie sont parfois des mots absolument inconnus ou usés, d'admettre le jésuite.



Au sujet de la délicate question de la pratique religieuse, il dit sans détour: «Il est bien sûr qu'il y a moins de gens qui ont une pratique dominicale. Mais, qu'est-ce que pratiquer sa foi?» Il estime qu'il y a bien des avenues, des façons de pratiquer, de vivre sa foi. Si on regarde le nombre de personnes aujourd'hui qui sont



Pour le père Jean-Marie Archambault, l'Église catholique devra apporter des changements dans sa façon de faire les choses.

impliquées dans des mouvements de prière, dans des cercles bibliques, dans des associations caritatives, dans des groupes de recherches, il n'est pas sûr que l'on puisse conclure à une baisse radicale de la pratique.

Il rappelle qu'au Québec pendant longtemps, la foi, la pratique dominicale a reposé sur un consensus social. «Bien avant que ça craque, dit-il, bien avant 1950, il y avait toujours des gens qui se marginalisaient.» Un sourire au coin des lèvres il rappelle que dans sa jeunesse, il allait chez ses grands-parents à la campagne. «Ce n'était pas rare de voir des hommes sortir au cours du sermon, sous prétexte qu'ils ne pouvaient pas rester longtemps sans fumer, mais aller voir si ce n'était pas plutôt pour éviter de fulminer», ajoute-t-il.

Amené sur le chemin de l'appartenance et sur le peu d'intérêt manifesté par un grand nombre de personnes face à la religion, il explique le décrochage par cette théorie: «Quand on n'a pas le sens de l'appartenance, quand on ne se sent pas responsable d'une cause, d'une idée, d'un projet, on s'en va.»

Le père Archambault estime de plus que c'est aussi un phénomène social aujourd'hui. Ce n'est pas seulement dans l'Église qu'on ne se sent pas en cause ou partie prenante. «Est-ce qu'il y a un projet qui mobilise le Québec actuellement? Les Québécois? On n'en voit pas beaucoup. Est-ce qu'il y a un projet qui mobilise une partie de la jeunesse au moins?»,

demande-t-il. Il reconnaît qu'il y a bien des «groupuscules» qui existent, et c'est tant mieux. Mais selon lui, pour mobiliser un ensemble de la population, la technologie prend de plus en plus de place, prend des forces et du temps. Elle va peut-être finir par mobiliser un grand nombre de personnes.

Il n'est pas tendre à l'égard de la science qu'il accuse ainsi: «les progrès scientifiques, du moins au milieu du 20e siècle, ont commencé à faire douter de la transcendance, de la pertinence d'une vie spirituelle ou d'une vie après la mort, à faire douter de la réalité de la dimension de la résurrection.»

Il complète ainsi sa pensée, en confessant qu'il faut bien constater que la science avait promis beaucoup de choses au début du 20e siècle et aujourd'hui, il n'est pas rare d'entendre des savants dire que la science n'a pas tenu ses promesses.

Il est aussi d'avis que la science est encore aujourd'hui à découvrir un monde qu'elle pensait contrôler. «Ça aussi ça énerve beaucoup de gens, poursuit-il, et ça ébranle les convictions religieuses.» Pour lui, la science n'est pas un ennemi de la foi, mais les progrès de la sciences ont changé beaucoup de données du réel et du quotidien.

C'est là, selon lui, qu'entrent en jeu les oppositions à l'intérieur et en dehors de l'Église, des oppositions sur l'adaptation nécessaire. Certains refusent toute adaptation. D'autres vont tout acheter trop vite. Mais il insiste pour rappeler que l'Église d'aujourd'hui et de demain est une Église qui doit apprendre à vivre dans un monde en mutation.

Le jésuite réaffirme que nous traversons de grands changements de civilisation, et qu'il faut prendre le temps de





bien les vivre. «On parle d'un siècle ou deux pour un changement de civilisation», fait-il remarquer. Tout cela amène des changements dans l'Église. L'Église s'adapte aux nouvelles situations. Mais pour s'adapter, il faut connaître ces nouvelles situations. Pour les connaître, ça prend du temps.

«Nous sommes très chanceux de vivre dans l'époque actuelle», dit-il encore. Très chanceux parce que, ça nous oblige d'aller aux racines, au fondamental de notre foi, à la base même du témoignage de Jésus, la parole de Jésus. Ça nous oblige à comprendre et à interpréter cette parole à partir d'aujourd'hui. Une parole très riche. Ça nous oblige à trouver des mots pour aujourd'hui sans trahir le message révélé.

Puis d'un air sérieux, il ajoute: «Il faudra toujours garder le texte révélé, l'approfondir et chercher à le traduire pour aujourd'hui, chercher à dégager son message pour aujourd'hui, et ça c'est passionnant.»

Le père Archambault indique qu'il ne faut pas contourner les vraies questions. Il est d'avis que l'Église au Québec sait qu'elle doit changer. Elle sait qu'elle doit évoluer. Mais quelle piste choisir? Comment évoluer? Même quand un diocèse s'entend sur des modalités de changements, comment les faire? «On n'a pas beaucoup développé les psychologies et les techniques administratives pour les changements, même dans les grandes industries», regrette-t-il.

Des exemples depuis cinq ans? Non pas pour excuser les ratées de l'Église, mais pour démontrer qu'elle n'est pas la seule à en vivre, il signale que nous traversons une grande mode: «la restructuration».

«C'est extraordinaire!», dit le Père Archambault, qui se fait tout de suite prudent en signalant que des rapports publiés récemment montrent que près 80% des restructurations ont échoué. «Si l'Église va là-dedans, qu'elle y aille, mais avec précaution. Qu'elle fasse elle-même ses propres expériences avant d'aller trop loin», avise-t-il.

Sur la capacité d'adaptation, il assure que dans la mesure où l'Église, c'est vous, c'est moi, mon voisin, c'est l'évêque, les prêtres, les diacres, dans la mesure où cette Église, avec la communauté, va pouvoir être capable d'impliquer d'autres

personnes et de compter sur les compétences de ces autres personnes, oui l'Église est capable de s'adapter aux réalités d'aujourd'hui.

En vous regardant droit dans les yeux, il rappelle calmement que l'Esprit saint est toujours avec son Église. Elle sera capable de s'adapter à un monde nouveau, dans la mesure où elle accepte le monde

nouveau. C'est là qu'il y a un gros problème, reconnaît le jésuite. Il y a des gens qui refusent le monde nouveau. Il y a des gens qui refusent de le regarder en face. Il y a des gens qui restent accrochés au passé.

«On ne quitte pas une certaine façon de faire qui paraissait charmante, où on était bien, sans regrets. Mais quand on voit que le Seigneur nous invite à quitter et à aller vers d'autre chose, il faut le faire», d'ajouter le père Archambault.

Il estime que ce n'est pas seulement une expérience chrétienne, et que dans tout groupement humain, quand on fait des modifications profondes, il y a des regrets, des déchirures. Émotionnellement, il y a des décisions qui demandent de nous réajuster, c'est parfois difficile et même très difficile. Ça va supposer ça, mais aussi que l'on sache faire une place aux personnes âgées, qui ne peuvent pas évoluer aussi rapidement. Il insiste sur l'importance pour l'Église de demain de tenir compte de ces personnes, même des jeunes qui auraient plus de difficultés à s'ajuster à l'évolution.

Mais tout cela repose sur un élément important, «le temps». Le temps nécessaire à consacrer aux consultations sur les changements à apporter, dans le respect mutuel. S'adapter oui, mais pas n'importe comment et surtout pas à la hâte, semble être la règle d'or à suivre.



«Les progrès scientifiques, du moins au milieu du 20e siècle, ont commencé à faire douter de la transcendance, de la pertinence d'une vie spirituelle.»



Votre ressource en fournitures de bureau

Depuis
25 ans
en Mauricie



BUROMAX

Votre ressource en environnement de bureau

Succursales
3

81, Fusey, Cap-de-la-Madeleine
(819) 378-4841

2551, 5e avenue, Shawinigan-Sud
(819) 536-7019

1040, René Lévesque, Drummondville
(819) 478-7878

www.buromax.com

Transférez votre ferme
en toute quiétude avec
le Programme Terre-à-Terre
Desjardins

Faire de bonnes affaires,

c'est de famille.



Desjardins va de l'avant
pour **5 millions de membres** en mouvement.



Desjardins